

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 20/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFOVAR
85 avenue Louis Lepine
ZA du Pôle BTP
83600 Fréjus

Références : D-UD83-2024-0525
Code AIOT : 0006411248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement SOFOVAR implanté 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est une visite inspection-instruction suite au PAC daté du 18/11/2022 qui consiste en grande partie à réviser l'étude de dangers du site suite à une zone nouvelle : stockage de balles à l'entrée du site qui a fait l'objet d'un APC le 10/11/2022 et au réaménagement de la déchèterie professionnelle. Une étude de flux thermiques a été réalisée dans ces zones (nouvelle ou réaménagée). La visite a consisté à vérifier la cohérence entre le dossier (notamment les données d'entrées utilisées sur le logiciel Flumilog) et la situation réelle du site. Le risque incendie de ces deux zones étant le risque le plus important, l'inspection a été axée sur ce point.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR
- 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600
- Code AIOT : 0006411248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFOVAR exploite une plateforme de regroupement et tri de déchets et une déchetterie professionnelle sur la commune de Fréjus, dans le pole BTP du Capitou. Ces installations de transit, de tri et de regroupement des déchets sont autorisées par arrêté préfectoral du 25 août 2014 modifié.

L'établissement est constitué d'un bâtiment principal de tri, d'une plateforme de collecte de déchets à destination des professionnels, d'une zone de stockage de balles et d'un bâtiment administratif.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	registre incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 2.6	Sans objet
2	consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.4	Sans objet
3	EDD plan du site	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
4	EDD risque foudre	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
5	EDD risque foudre	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
6	EDD moyens de protection	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	EDD nœud papillon	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
8	EDD modélisations données d'entrées	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
9	EDD modélisations données d'entrées FLUMILOG	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet
10	EDD rétention eaux incendie MMR2	Etude de dangers du 18/11/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a vérifié des points soulevés lors de l'instruction de la révision de l'étude de dangers du site, en particulier la cohérence des éléments proposés dans cette étude.

Il ressort qu'un certain nombre d'éléments doivent être corrigés ou complétés dans l'étude de dangers. Pour les circonstancier, ces demandes sont intégrées dans les points de contrôle ci-après mais font l'objet d'une lettre de demande de compléments à l'étude de dangers indépendante du présent document relatif au respect des prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : registre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, registre incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] le registre incendie, regroupant les rapports de contrôle du système de détection incendie, des extincteurs, des robinets d'incendie armés ainsi que les attestations de formation du personnel au maniement des moyens de défense ;</p> <p>[...]</p> <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un registre sécurité est tenu de manière dématérialisée et est présenté le jour de la visite. Il contient les divers contrôles à effectuer au sein du site dont la détection incendie, les extincteurs et les robinets d'incendie armés. Ce tableau comporte une colonne avec la périodicité des vérifications à réaliser, la date de la dernière vérification et la date de la prochaine vérification à réaliser.</p> <p>Concernant les points contrôlés, les dates de vérifications sont à jour (01/08/2024 pour les extincteurs, 25/09/24 pour les RIA et 29/05/24 pour le système de détection incendie). Les dates sont cohérentes avec les rapports des derniers contrôles fournis. Un tableau de suivi des anomalies issues des rapports a été présenté par mail du 08/11/2024.</p> <p>Concernant les anomalies liées à l'extincteur, un bon de livraison a été fourni pour une intervention datée du 04/11/2024.</p> <p>La société OLDHAM réalise les vérifications du système de détection incendie et la société EUROFEU celles des extincteurs et des robinets armés. Une partie du personnel a été formée par une société externe (Doumerghe incendie). Ces personnes forment en interne le reste du personnel une fois par an et au besoin. Des sensibilisations sont faites lors des 1/4h QSE. Une feuille d'émargement datée du 06/10/23 atteste d'une formation incendie réalisée par la société Doumerghe incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité
Prescription contrôlée : « Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, et intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux) ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. »
Constats : La société dispose d'une fiche de situation d'urgence incendie qui présente la procédure d'alerte, le numéro de téléphone des services d'incendie et de secours et celui des personnels de direction à prévenir y est présent. Sur site, le personnel communique via des talkies-walkies. La procédure (bouton coup de poing à actionner) est présente dans cette fiche. Une seconde fiche : « fiche situation d'urgence pollution des eaux sols et sous-sols » présente la procédure à réaliser en cas de déversement accidentel de produits dangereux ou de combustible gasoil. Le site dispose de 2 vannes et d'une guillotine pour isoler le site en cas de pollution (eaux d'extinctions incendie par exemple). Les procédures liées à ces systèmes de fermeture sont présentées le jour de l'inspection. Elles sont aussi visibles à proximité directe de chacun de ces systèmes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EDD plan du site

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022
Thème(s) : Autre, EDD plan du site
Prescription contrôlée : L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 présente en annexe 3 un plan du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection, au niveau de la déchèterie professionnelle, des stockages non présents sur le plan sont réalisés : - le long des zones A et B sont stockés des flacons PEP (côté NORD) - le long du mur mitoyen côté EST sont stockés divers D3E dont des D3E classés comme dangereux (réfrigérateur par exemple). Ces déchets sont tous combustibles et ne sont pas pris en compte dans les modélisations des flux réalisés via FLUMILOG. De plus, le mur côté EST (zone1) est un mur mitoyen simple, peu épais (une dizaine de centimètres) de 1,6m de haut. L'autre côté de ce mur se trouve un bâtiment recevant du public (lieu de formation) à une distance faible environ 2m (bâtiment à 1 étage). Le risque de flux sortant

vers ce bâtiment n'est pas étudié.

Sur le plan, ce mur apparaît comme étant REI120 par un marquage via un trait épais marron. Cet élément est à corriger.

Par mail du 08/11/2024, le plan a été mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé de ne pas stocker de matière combustible en dehors des zones modélisées via FLUMILOG comme zone combustible. Dans le cas contraire, l'étude FLUMILOG doit être revue. Il est demandé de se positionner sur ce point sous 1 mois en apportant les éléments justificatifs nécessaires. Il est demandé d'intégrer le plan à jour dans la nouvelle version du PAC.

Si des stockages sont réalisés en dehors des zones présentes sur le plan, les mentionner sur ce plan qu'ils soient inertes ou non.

Ces éléments sont repris dans la lettre de demande de compléments.

Type de suites proposées : Courrier de demande de complément à l'étude de dangers

N° 4 : EDD risque foudre

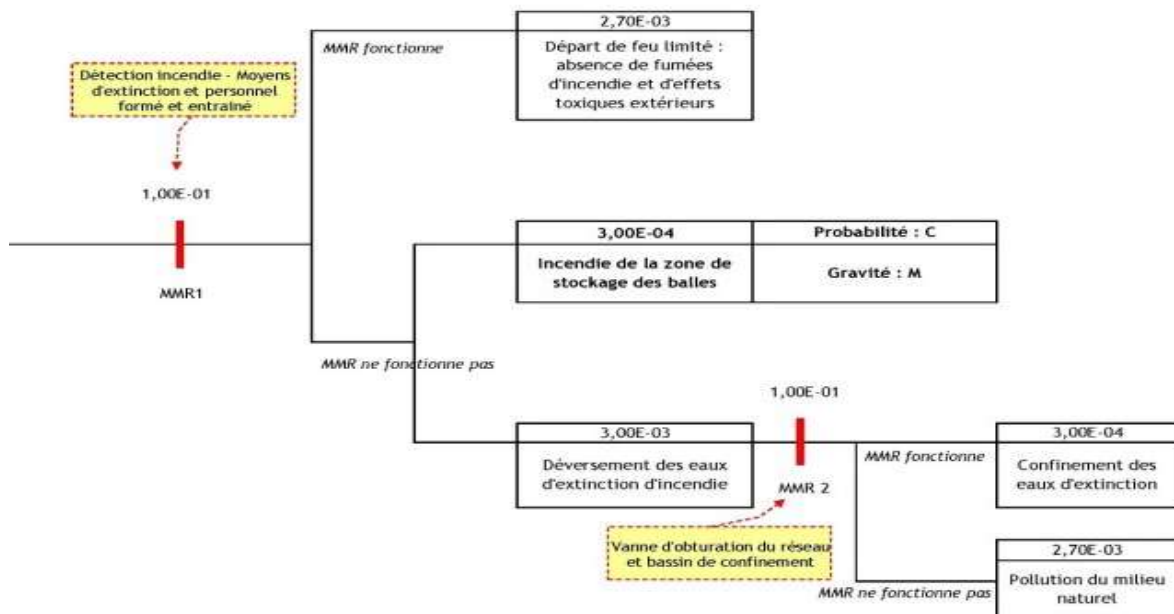
Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, analyse du risque et étude technique

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en pages 60 et 70

"Une Analyse du Risque Foudre et une étude technique ont été réalisées en mars 2015. L'analyse du risque a conclu à la nécessité des systèmes de protection contre la foudre. Le tableau suivant synthétise les mesures mises en place. centre de tri, protection mise en place : SPF de type III, Parafoudres"



Constats :

Lors de l'inspection se posait la question de devoir réaliser ou non une nouvelle analyse du risque foudre. Depuis 2015, date de réalisation de cette étude, aucun changement n'a été réalisé au sein du bâtiment de tri. Le broyage existait déjà.

Les parafoudres sont présents dans chaque armoire électrique. Une armoire électrique a été vérifiée. Elle présente bien le système parafoudre. La caractéristique type III du système parafoudre est bien mentionnée dans le rapport de vérification visuelle datée du 10/09/21 rédigé par la société DEKRA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : EDD risque foudre

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, prévention et vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en page 62 :[...]

« Vérification périodique

L'arrêté du 4 octobre 2010 modifié précise qu'une vérification visuelle doit être effectuée tous les ans et une vérification complète tous les deux ans. Chaque vérification périodique doit faire l'objet d'un rapport détaillé reprenant l'ensemble des constatations et précisant les mesures correctives à prendre. Lorsqu'une vérification périodique fait apparaître des défauts dans le système de protection contre la foudre, il convient d'y remédier dans les meilleurs délais afin de maintenir l'efficacité optimale du système de protection contre la foudre. La dernière vérification périodique date du 04/11/2022. Lorsque des écarts sont constatés, des actions correctives sont mises en œuvre »

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les rapports des deux derniers contrôles sont présentés. Le 04 novembre 2022, une vérification complète a été réalisée par la société Dekra. Dans le rapport associé, des actions correctives ont été demandées. L'exploitant indique les avoir réalisées. Elles n'apparaissent en effet pas dans le rapport de vérification visuel suivant. Le 30 novembre 2023, le système a fait l'objet d'une vérification visuelle par cette même société. Ce rapport ne mentionne aucune action corrective à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : EDD moyens de protection

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, dispositions constructives

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en page 61

Le bâtiment destiné aux activités de tri, broyage, compactage et stockage des différents déchets présente les caractéristiques de résistance au feu suivantes :

- Les murs périphériques sont REI 120, d'une hauteur d'environ 7,5m et d'une épaisseur de 30 cm afin de limiter l'effet radiatif d'un éventuel incendie. Le haut des murs périphériques est en bardage métallique.

- La toiture est une charpente métallique.

La plateforme de collecte dédiée aux petits porteurs présente les caractéristiques suivantes :

- Les murs séparatifs des alvéoles de stockage des différents déchets sont d'une hauteur de 3 m et d'une épaisseur de 60 cm. Ils sont uniquement constitués de béton (poteaux béton et intérieur béton).

- Seuls les murs extérieurs à l'Est sont d'une hauteur inférieure mais aucun stockage de matière combustible n'est réalisé dans les casiers accolés à la limite Est.

La zone de stockage de balles présente les caractéristiques suivantes :

- Les murs extérieurs sont d'une hauteur de 5 m et d'une épaisseur de 60 cm. Ils sont uniquement constitués de béton (poteaux béton et intérieur béton)..

Constats :

Le bâtiment destiné aux activités de tri, broyage, compactage et stockage des différents déchets respecte bien les caractéristiques du point contrôlé (murs périphériques REI 120, hauteur environ 7,5m et épaisseur 30cm). Une attestation du cabinet Qualiconsult certifie la caractéristique REI120 de ce mur (attestation datée du 02 Octobre 2013).

Au niveau de la plateforme de collecte, les murs séparatifs des alvéoles de stockage sont pour la plupart composés de blocs bétons de 60cm d'épaisseur et ont une hauteur de 3m sauf côté Est en limite de site (zone 1 sur le plan p 187) où la hauteur est entre 2 et 2,5m (pente du terrain). De même, à cet endroit, l'épaisseur du mur est inférieure : une dizaine de centimètres environ.

Au niveau de la zone de stockage de balles, le mur est bien d'une hauteur de 5 m et d'une épaisseur de 80 cm. Dans certaines pages du dossier, l'épaisseur du mur est indiquée à 60cm (p61 notamment) alors que dans d'autres (p23 par exemple) elle est de 80cm.

Dans l'étude Flumilog les données d'entrée sont conformes pour la zone de stockage de balles ; mais ne le sont pas pour la plateforme de collecte (la valeur de 60cm est retenue pour la modélisation Flumilog ainsi qu'une hauteur de 3 mètres, ce qui ne correspond pas au mur côté Est zone 1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces éléments sont repris dans la lettre de demande de compléments de l'étude des dangers.

Type de suites proposées : Sans suite

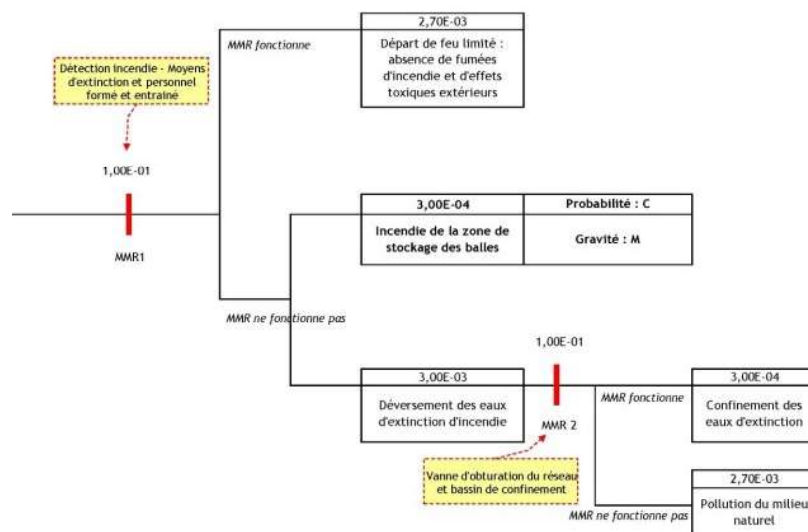
N° 7 : EDD nœud papillon

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, nœud papillon de l'incendie de la zone de stockage des balles

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en page 107 : probabilité de déversement des eaux d'extinction incendie : $3,00 \cdot 10^{-3}$ MMR fonctionne : confinement des eaux d'extinction $3,00 \cdot 10^{-4}$ MMR ne fonctionne pas : pollution du milieu naturel : $2,7 \cdot 10^{-3}$



Constats :

Le nœud papillon de l'incendie de la zone de stockage des balles présente des incohérences :

- La probabilité pour le déversement des eaux d'extinction d'incendie est de $3,00 \times 10^{-3}$ alors que celle de l'incendie de la zone de stockage des balles est de $3,00 \times 10^{-4}$. Les probabilités ne sont pas les mêmes alors qu'à priori elles devraient l'être.
- Les coefficients multiplicatifs entre le fonctionnement ou non de la barrière MM2 semblent avoir été inversés.

Une nouvelle version de ce nœud papillon a été envoyée par mail du 08/11/2024, ce nœud papillon est désormais cohérent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une lettre de demande de compléments a été adressée en parallèle de ce rapport d'inspection. Il est demandé d'intégrer la nouvelle version du nœud papillon à la nouvelle version du PAC.

Type de suites proposées : Courrier de demande de complément à l'étude de dangers

N° 8 : EDD modélisations données d'entrées

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

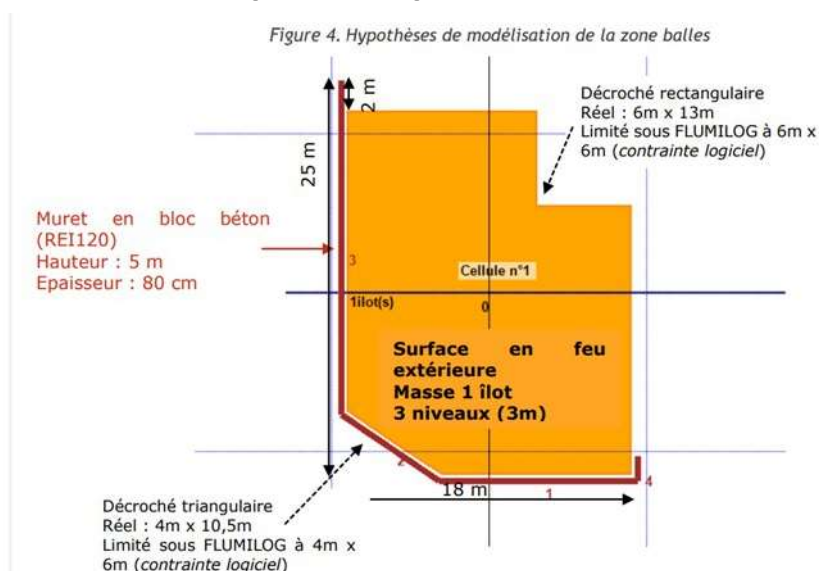
Thème(s) : Risques accidentels, FLUMILOG zone stockage balles p11 de l'annexe 6

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en annexe 6 :

« La modélisation de l'incendie fournit les résultats suivants pour une hauteur cible de 1,8 m (voir note de calcul en Annexe) » « Il a été pris en compte les paramètres suivants :

- Mur extérieur Ouest et Sud (avec retour Sud-est sur une longueur de 1,6m) : REI 120 sur 5 mètres de hauteur et 80 cm d'épaisseur (bloc béton ou dispositif équivalent) ;
- Entreposage masse : 1 seul ilot sur l'ensemble de la cellule sur 3 niveaux, soit 3 mètres de hauteur ;
- Dimensions des balles : 2 m de long * 1 m de large * 1 m de haut "



Constats :

La hauteur cible de la modélisation de l'incendie de la zone de stockage des balles est cohérente (hauteur d'Homme de 1,8m).

Les caractéristiques du mur (REI120, hauteur de 5m, 80cm d'épaisseur) sont respectées. Un document attestant de la caractéristique REI 120 du mur a été fournie.

Les conditions d'entreposage sont les suivantes :

Les stockages des balles sont réalisés en 4 îlots séparés de 1m environ. Les données d'entrée de flumilog (un îlot) sont donc majorantes.

Ces îlots sont bien sur 3 niveaux au maximum pour une hauteur de 3m.

Les balles ont une dimension de 1m de large, 1m de haut, entre 1 et 2m de long.

On observe bien un décroché triangulaire au niveau Ouest (angle). Ce décroché est plus majorant sur Flumilog suite aux limites du logiciel.

De même, on observe un décroché rectangulaire qui permet la circulation entre la zone de stockage des balles et le bâtiment destiné aux activités de tri, broyage, compactage et stockage des différents déchets. Une longueur réelle d'environ 19m (contre 23m pour la modélisation) et une largeur d'environ 16m (contre 18m pour la modélisation) sont mesurées. Ainsi la modélisation est plus majorante concernant la surface de stockage.

Les données d'entrées concernant la modélisation sous FLUMILOG (annexe 1) de l'incendie de la zone de stockage des balles sont donc cohérentes et majorantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : EDD modélisations données d'entrées FLUMILOG

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, FLUMILOG zone déchèterie professionnelle

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en annexe 6 : **structure d'un casier** : Parois béton de 60 cm d'épaisseur 3 m de haut REI 120 hauteur du stockage : 1 îlot en masse Longueur et largeur égales à celles du casier Hauteur du stockage : 2 m

Type de stockage	Stockage masse à l'air libre					
Zone	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4	Zone 5	Zone 6
Longueur	7,2	6,3	4,4	5,2	4,7	6
Largeur	5,1	3,7	4,4	3,6	2,7	5,7
Structure d'un casier	Parois béton de 60 cm d'épaisseur 3 m de haut REI 120					
Type de stockage	1 îlot en masse Longueur et largeur égales à celles du casier Hauteur du stockage : 2 m					
Palette modélisée	Palette type « Bois » modélisée sur toutes les zones (palette ayant la plus grande puissance thermique) Bois : 200 kg / m ³ Humidité (5% résiduelle) : 10 kg/m ³ d'eau					
Quantité stockée dans chaque casier	15 422 kg	9 790 kg	8 131 kg	7 862 kg	5 330 kg	14 364 kg



Constats :

Par sondage, les données d'entrées des zones 6 et 1 ont été vérifiées.

- Au niveau de la zone 6, d'après le plan, elle contient deux alvéoles. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'alvéole côté ouest de cette zone avait pour dimensions une longueur d'environ 6m et une largeur d'environ 5,7m. Or, la modélisation a été réalisée avec les données d'entrée suivantes : longueur 6m et largeur 5,7m. Ainsi, elle n'a été réalisée que pour une seule alvéole. Par mail du 08/11/24, l'exploitant indique qu'aucun matériau combustible n'est stockée dans l'alvéole côté limite Est.

- Au niveau de la zone 1, d'après le tableau de synthèse, les hauteurs, longueur et largeur utilisées comme données d'entrées dans le logiciel Flumilog sont les mêmes que pour les autres zones. Or, lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le mur côté Nord-Ouest (fond de chaque alvéole) a une hauteur variable qui débute à environ 2m et augmente progressivement sans atteindre les 3m de la modélisation.

Ce mur n'a pas une épaisseur de 60cm mais a bien la caractéristique REI120 d'après l'attestation fournie par mail du 12/11/2024. Quant au mur côté Est, la hauteur est de 1,6m environ surmontée d'un grillage, épaisseur d'une dizaine de centimètres. Ainsi l'extrémité Est de la zone 1 n'a pas été modélisée avec les bonnes données d'entrées. La hauteur cible doit aussi y être revue puisqu'un bâtiment à étage (formation) y est présent à moins de 2m.

Lors de la visite, des alvéoles contenaient des déchets combustibles (plastiques PMCB, déchets verts, bois...). L'étude Flumilog est donc à revoir dans cette zone.

Des déchets combustibles sont stockés en dehors des zones modélisées sous FLUMILOG (voir point de contrôle n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces éléments sont repris dans la demande de compléments.

Concernant la zone 6 , il est demandé de mettre à jour cette zone dans la nouvelle version du PAC (une seule et non deux alvéoles sur les plans).

Concernant la zone 1, il est demandé de réaliser une nouvelle modélisation avec les données

d'entrées actualisées ce qui amènera aussi à revoir les figures présentées en page 186 et 187.
Concernant les déchets combustibles en dehors des alvéoles : se reporter au point de contrôle n°3

Type de suites proposées : Courrier de demande de complément à l'étude de dangers

N° 10 : EDD rétention eaux incendie MMR2

Référence réglementaire : Etude de dangers du 18/11/2022

Thème(s) : Risques accidentels, rétention eaux incendie MMR2

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers (EDD) du 18/11/2022 indique en page 66 :

Confinement des eaux extinctions incendie :

« Les réseaux d'eaux pluviales seront obturés ou fermés par des vannes manuelles. » Et en page 100 : « MMR2 actionnement d'une vanne d'obturation et bassin de confinement : efficacité/action associée : procédure d'intervention, personnel formé et entraîné, avec vérification annuelle de fonctionnement de la vanne, moyens d'alerte »

Tableau 41. Probabilité de défaillance des MMR

N°	Type de mesures de maîtrise des risques	Nature	Cinétique	Efficacité Action associée	Probabilité de défaillance
MMR2	Actionnement d'une vanne d'obturation et Bassin de confinement	Organisationnelle active	< 1/2 h	Procédure d'intervention Personnel formé et entraîné, avec vérification annuelle de fonctionnement de la vanne Moyens d'alerte	10 ⁻¹

Constats :

Comme indiqué dans le point de contrôle n°2, le site dispose de 2 vannes et d'une guillotine pour isoler le site en cas de pollution (eaux d'extinctions incendie par exemple). Les procédures liées à ces systèmes de fermeture sont présentées le jour de l'inspection. Elles sont aussi affichées sur un mur à proximité directe de chacun de ces systèmes. La clef permettant de fermer ces vannes est fixée sur le mur à côté de cet affichage.

Un test de situation d'urgence a été réalisé le 08/10/24. Le compte rendu a été présenté le jour de la visite d'inspection et envoyé par mail du 24/10/2024. Il conclut à un test efficace. Le groupe indique que lors des tests de situation d'urgence, les vannes sont manipulées, ce que l'on voit bien dans le rapport du test réalisé le 08/10/24. Ainsi, le personnel est formé et entraîné à appliquer cette procédure. Concernant les moyens d'alerte, se reporter au point de contrôle n°1.

Le jour de l'inspection, un agent a actionné la fermeture de la guillotine. Ce système étant une MMR de la révision de l'étude de dangers, il a été demandé de vérifier son efficacité comme le prévoit l'article 4 du 29 septembre 2005 . La partie avale de la guillotine n'était pas visible. Le bassin en amont était déjà en partie rempli d'eau suite aux pluies des jours précédents. La guillotine a été fermée. Via un RIA, le bassin a été rempli en amont de la guillotine. 50mn plus tard, l'eau dans ce bassin semblait être confinée puisque le niveau était à vu d'œil sensiblement le même. Cependant, ce temps n'est pas suffisant pour vérifier le confinement des eaux d'extinctions et donc tester l'efficacité de cette MMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Indiquer, dans la nouvelle version du PAC, comment l'efficacité de cette MMR (fermeture vanne / guillotine) est contrôlée, sous quelle fréquence. Cet élément (efficacité de la MMR) est repris dans la demande de compléments.

Type de suites proposées : Courrier de demande de complément à l'étude de dangers